

# *Evolution de l'aide, des flux de capitaux privés et de la dette extérieure*

## **A. Introduction**

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, dans les PMA le processus d'accumulation est très influencé par les sources de financement extérieur. A long terme, si l'on parvient à obtenir une croissance forte et durable, on peut s'attendre à ce que la mobilisation des ressources nationales augmente considérablement, et il importe de prendre des mesures pour faciliter cette évolution. Toutefois, dans l'immédiat, la question fondamentale est de savoir si les financements extérieurs sont suffisants pour stimuler la croissance, réduire la pauvreté et permettre un développement durable. Pour y répondre, il est utile de commencer par analyser les sources de financement extérieur et les formes de ce financement. Les sources sont d'une part les flux de capitaux officiels sous forme de dons ou de prêts, accordés par des organismes d'aide bilatéraux ou multilatéraux, accompagnés ou non d'assistance technique, et d'autre part les flux de capitaux privés, provenant des banques, du marché des capitaux, des entreprises et des particuliers, sous forme de crédits à court et à long terme, d'obligations émises par des entreprises ou par les Etats, d'investissements de portefeuille et d'investissements directs. Certains de ces flux de capitaux créent des dettes, et les sorties de capitaux des résidents peuvent réduire le montant total des ressources disponibles pour financement, et compenser les entrées de capitaux provenant de non-résidents.

Dans le présent chapitre nous examinerons l'évolution du volume et de la composition des flux nets de capitaux à long terme vers les PMA (section B) et analyserons plus en détail l'évolution de l'aide extérieure (section C) et des flux de capitaux privés (section D). La section E est consacrée à l'évolution de l'endettement extérieur et au service de la dette et la section F au solde global des transferts en faveur des PMA, et notamment à la façon dont l'allègement de la dette et l'accumulation d'arriérés contribuent à faire en sorte que ce solde reste positif.

Tous ces types de flux de capitaux ont différentes incidences sur le développement; l'objet du présent chapitre n'est pas d'analyser ces différences mais plutôt de préparer le terrain pour le chapitre suivant. L'encadré 2 définit certains des principaux termes et expressions employés dans ce chapitre et indique les sources des données<sup>1</sup>.

## **B. Evolution des entrées nettes de capitaux à long terme**

### **1. VOLUME**

Les entrées nettes de capitaux à long terme dans les PMA ont globalement diminué d'environ 25% en termes nominaux depuis 1990. D'après les statistiques de la Banque mondiale, en 1998 elles ont atteint 10,4 milliards de dollars, contre un maximum de 14,2 milliards de dollars en 1991 (tableau 12). En termes réels, le déclin est encore plus prononcé. Si l'on emploie pour déterminer leur valeur réelle l'indice des prix à l'importation des PMA (ce qui permet de calculer le pouvoir d'achat de marchandises étrangères), les entrées nettes de capitaux à long terme dans les PMA sont retombées au niveau qu'elles

---

*Les entrées nettes de capitaux à long terme dans les PMA ont globalement diminué d'environ 25% en termes nominaux depuis 1990*

---

## ENCADRE 2 : FLUX INTERNATIONAUX DE CAPITAUX – DEFINITIONS ET SOURCES

Les expressions employées pour désigner les différentes catégories de flux de capitaux internationaux varient selon les organisations et les auteurs. Le présent chapitre porte essentiellement sur ce que la Banque mondiale appelle, dans sa publication intitulée *Global Development Finance*, le solde net des flux de ressources. Il s'agit du solde des flux correspondant aux crédits d'une échéance supérieure ou égale à un an (décaissements moins remboursement du principal), à l'investissement étranger direct (IED) net, aux investissements de portefeuille et aux dons officiels. La dette à court terme n'est pas prise en compte. Nous employons indifféremment les expressions « entrées nettes de capitaux à long terme » et « solde net des flux de ressources ». Conformément à la convention retenue par la Banque mondiale dans *Global Development Finance*, cette expression désigne le solde net des flux de ressources, c'est-à-dire après déduction des paiements d'intérêts et des rapatriements de bénéficiaires.

On trouve des données sur les flux d'aide dans le rapport du CAD sur le développement, publié par l'OCDE, et dans *Global Development Finance*, publié par la Banque mondiale. Pour l'OCDE, l'expression « aide publique au développement » désigne les prêts et dons aux pays et territoires qui figurent sur la première partie de la liste des destinataires de l'aide établie par le CAD (pays en développement), ayant pour origine le secteur officiel, visant à promouvoir le développement économique et le bien-être et comportant un élément subvention supérieur à 25% (OCDE, 2000 : 262). Pour calculer l'élément subvention des prêts on emploie un taux d'actualisation de 10%. La Banque mondiale emploie l'expression « flux assortis de concessions de faveur » pour désigner les dons et les prêts (tant ceux qui sont directement destinés à financer le développement que ceux qui sont liés au commerce) comportant un élément subvention d'au moins 25% (sur la base d'un taux d'actualisation de 10%). Cette définition exclut les dons de coopération technique, qui en revanche sont compris dans l'APD. En outre, les différences concernant la source des données, leur exhaustivité et le traitement des allègements de dette entraînent des divergences dans l'estimation des flux officiels<sup>1</sup>.

Dans le présent chapitre, pour analyser l'ampleur et la composition des flux nets de capitaux à long terme, nous nous fondons sur les données de *Global Development Finance*. Pour ce qui est de l'évolution des flux d'aide et de leur emploi, nous nous fondons sur les données de l'OCDE, mais pour l'analyse de l'importance relative des sources officielles dans les flux nets de capitaux à long terme et des différents types de flux assortis de conditions de faveur, nous nous fondons sur les sources et définitions de la Banque mondiale.

Dans l'idéal, pour analyser les flux de capitaux il faudrait aussi tenir compte de l'achat et de la vente d'actifs nationaux par les non-résidents et d'actifs étrangers par les résidents (voir CNUCED, 1999 : encadré 5.1). On peut trouver des données sur les sorties de capitaux dans les *Statistiques de la balance des paiements* du FMI mais, comme les statistiques de la plupart des PMA sont très lacunaires, il est difficile de formuler des conclusions générales à ce sujet<sup>1</sup>.

Enfin, signalons que l'annexe statistique du présent rapport a été établie à partir des mêmes sources que les années précédentes, si bien que les chiffres qui y figurent sont comparables à ceux des rapports antérieurs. Les tableaux 19 à 29 de l'annexe statistique, qui concernent les flux financiers, l'APD nette et la dette, sont tous établis sur la base des données de l'OCDE/CAD, qui diffèrent quelque peu de celles de la Banque mondiale employées dans le présent chapitre.

<sup>1</sup> Pour une analyse détaillée de ces différences, voir Banque mondiale (1999 : 78-80).

atteignaient en 1980 (graphique 24). De plus, rapportées à la population, elles représentaient en termes réels seulement 17 dollars par personne en 1997, soit 39% de moins qu'en 1990.

Ce déclin correspond à une inversion de la tendance enregistrée dans les années 80 car, après la contraction due à la crise de la dette, les flux de capitaux à long terme vers les PMA avaient augmenté entre 1983 et 1991, alors que, dans les autres pays en développement il a fallu beaucoup plus de temps pour qu'ils recommencent à croître. En 1989, les entrées de capitaux dans les PMA étaient

TABLEAU 12 : ENTRÉES NETTES DE CAPITAUX À LONG TERME, PAR TYPE DE FLUX, ET TOTAL DES TRANSFERTS NETS, 1988-1998  
(en millions de dollars)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Total net des flux de ressources	12 100	11 978	13 388	14 214	14 157	13 563	13 124	12 253	11 760	11 145	10 403
Flux nets de ressources officielles	10 850	11 025	12 607	12 283	12 290	11 285	12 138	11 193	9 969	9 078	9 054
Dons <sup>a</sup>	6 207	6 276	8 322	8 886	8 683	7 992	9 140	8 725	6 674	6 379	6 984
Autres flux officiels	4 643	4 749	4 285	3 396	3 607	3 293	2 998	2 469	3 295	2 698	2 070
Flux nets de ressources privées	1 249	953	782	1 931	1 867	2 278	986	1 061	1 791	2 067	1 274
IED net	279	517	83	1 799	1 460	1 748	849	1 078	1 809	1 425	1 593
Investissement de portefeuille	-	-	-	-	-	-	77	49	40	8	27
Dette privée	970	436	699	132	407	530	60	-67	-58	634	-345
Intérêts, total	1 693	1 567	1 492	1 565	1 145	1 260	1 265	1 705	1 399	1 431	1 452
Bénéfices rapatriés	405	516	675	583	668	684	708	723	674	739	773
Solde des transferts nets	10 504	10 323	11 653	12 451	12 645	11 894	11 394	10 432	9 867	9 182	8 376

Source : Estimations du Secrétariat de la CNUCED sur la base de Banque mondiale, *Global Development Finance 2000* (CD-ROM).

<sup>a</sup> Hors coopération technique.

GRAPHIQUE 24 : ENTREES DE CAPITAUX A LONG TERME NETTES DANS LES PMA ET LES AUTRES PED, 1980-1998  
(INDICE, 1980 = 100)



Source: Voir tableau 12.

Notes : 1. Pour la définition des flux nets de capitaux, voir encadré 2.

2. Le déflateur employé pour estimer le solde réel des flux de ressources est l'indice des prix unitaires des importations de la CNUCED.

en hausse de 40% par rapport à 1983 en termes nominaux, alors que dans les autres pays en développement l'augmentation n'était que de 5%. Toutefois, entre 1990 et 1997, les entrées de capitaux dans les autres pays en développement ont progressé de 285% en termes nominaux et de 247% en termes réels, alors que dans les PMA elles ont diminué (graphique 24). La plupart des PMA ont été moins affectés que les autres pays en développement par l'impact de la crise financière asiatique sur les flux de capitaux, mais la tendance à la baisse des entrées nettes de capitaux à long terme dans les PMA s'est poursuivie.

## 2. COMPOSITION

Ce déclin est dû au recul de l'aide et au fait que la plupart des PMA n'ont pas réussi à attirer suffisamment de capitaux privés pour compenser la baisse des flux officiels. Les autres pays en développement recourent de plus en plus aux capitaux privés. Dans ces pays, les flux privés ont connu une croissance exponentielle, quoique très irrégulière, durant les années 90, mais dans les PMA ils n'ont progressé que très lentement.

Les PMA ont toujours été plus tributaires que les autres pays en développement des financements officiels. C'était déjà vrai entre 1975 et 1982, période durant laquelle les flux de capitaux privés ne représentaient que 13% des entrées nettes de capitaux à long terme dans les PMA, contre 55% dans les autres pays en développement (graphique 25). Toutefois, l'écart s'est encore creusé, en particulier dans les années 90. Dans la période 1983-1989, la part des flux officiels dans le total des entrées de capitaux à long terme est montée jusqu'à quelque 89% et est restée à ce niveau jusqu'à la fin des années 90. En même temps, dans les autres pays en développement cette proportion a eu tendance à baisser. Dans les années 90, les capitaux privés y représentaient plus de 80% du solde net des entrées de capitaux.

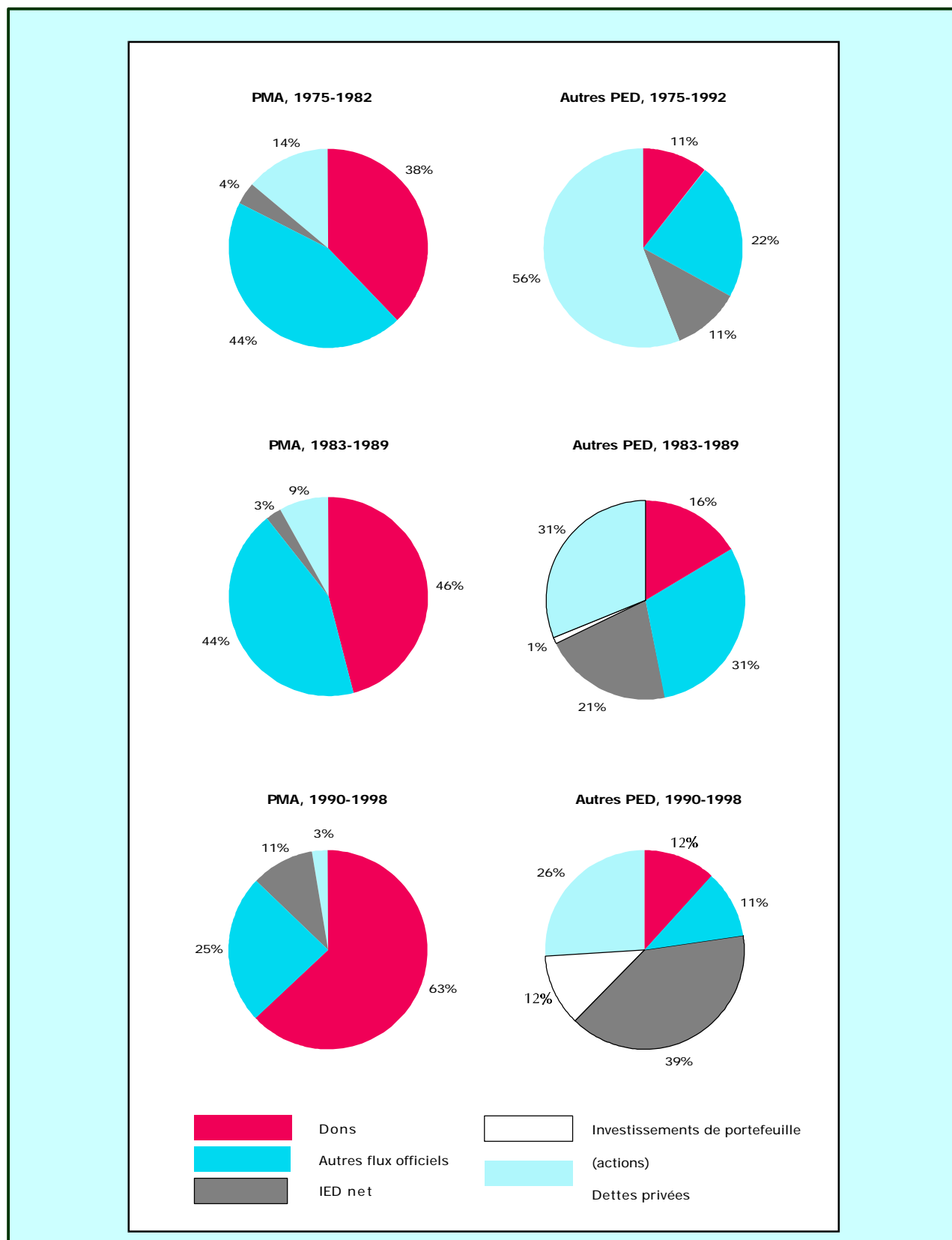
Les capitaux privés ne constituent qu'une petite proportion du total des flux de capitaux à long terme dans presque tous les PMA. Durant la période 1990-1998, cette proportion n'a dépassé en moyenne 10% que dans 13 pays, dont trois (Angola, Guinée équatoriale et Myanmar) sont des exportateurs de gaz ou de pétrole et quatre (Vanuatu, Iles Salomon, Maldives et Samoa) sont des pays insulaires. Les six autres sont le Cambodge et la République démocratique populaire lao en Asie, et la Gambie, le Lesotho, le Libéria et l'Ouganda en Afrique (graphique 26).

### 3. LA PART DES PMA DANS LE SOLDE NET DES FLUX DE CAPITAUX A LONG TERME VERS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

L'évolution du volume et de la composition des flux de capitaux a eu un effet notable sur la part des PMA dans le solde net des flux de ressources et dans les différents types de flux. Comme les PMA sont très tributaires des flux officiels, dans les années 80 leur part dans le total des flux de capitaux à long terme destinés aux pays en développement a en fait augmenté, passant de 11 à 18%. Toutefois, depuis 1987, puisque les flux de capitaux privés ont considérablement progressé et représentent désormais l'essentiel des flux de ressources vers les pays en développement, et que les flux officiels ont stagné ou diminué, cette part a brutalement chuté. Après avoir culminé à 18% en 1987, elle est tombée à moins de 4% (graphique 27).

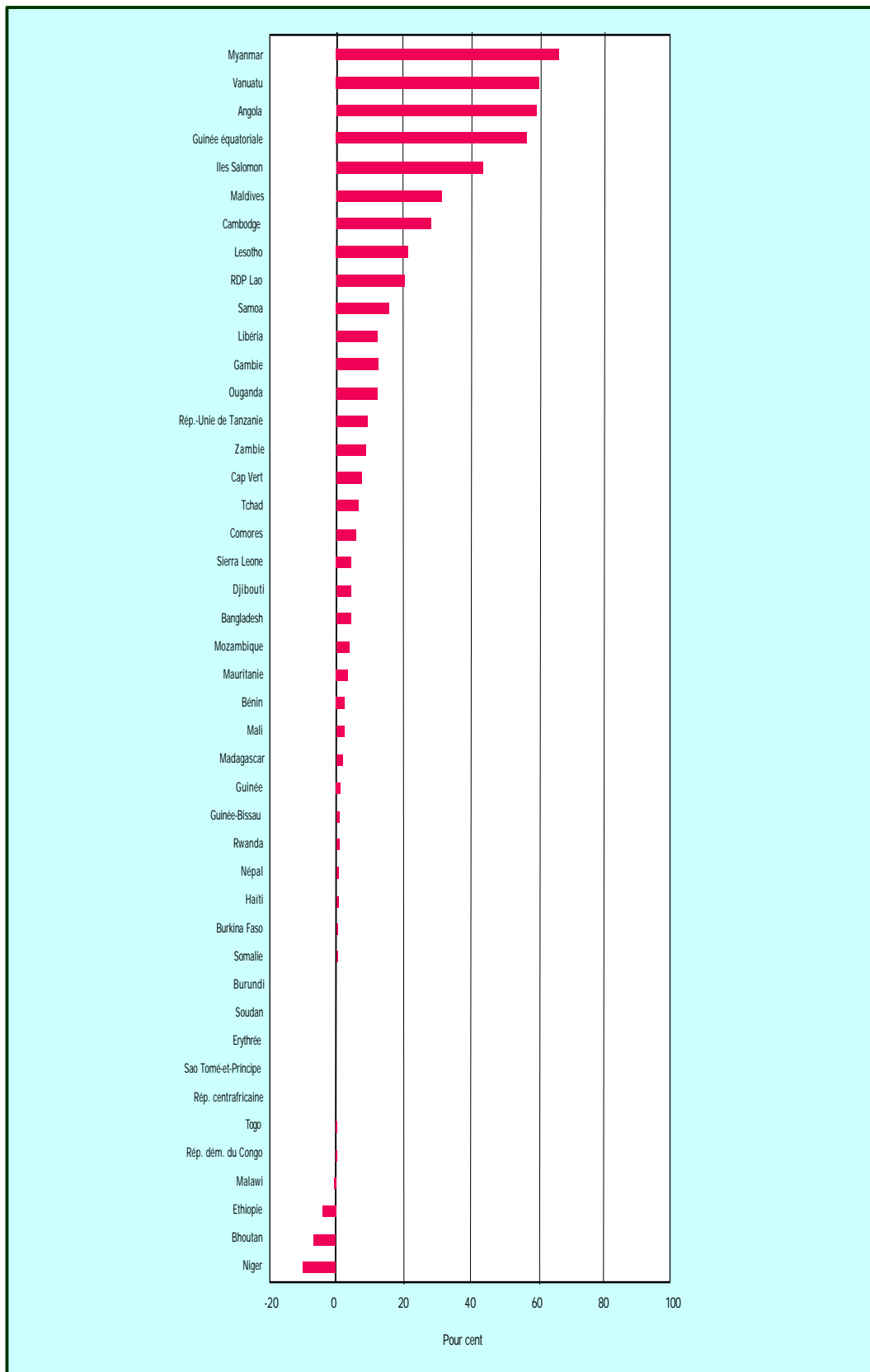
Pour ce qui est des différentes composantes des flux de capitaux, c'est dans le cas des dons que la part des PMA est la plus grande. Leur part de l'IED est tombée de 3,6% entre 1975 et 1982 à 1,4% dans les années 90. De plus, les

GRAPHIQUE 25 : ENTREES NETTES DE CAPITAUX A LONG TERME, PAR TYPE DE FLUX, 1975-1998 :  
PMA ET AUTRES PED  
(en pourcentage annuel moyen du total des entrées nettes)



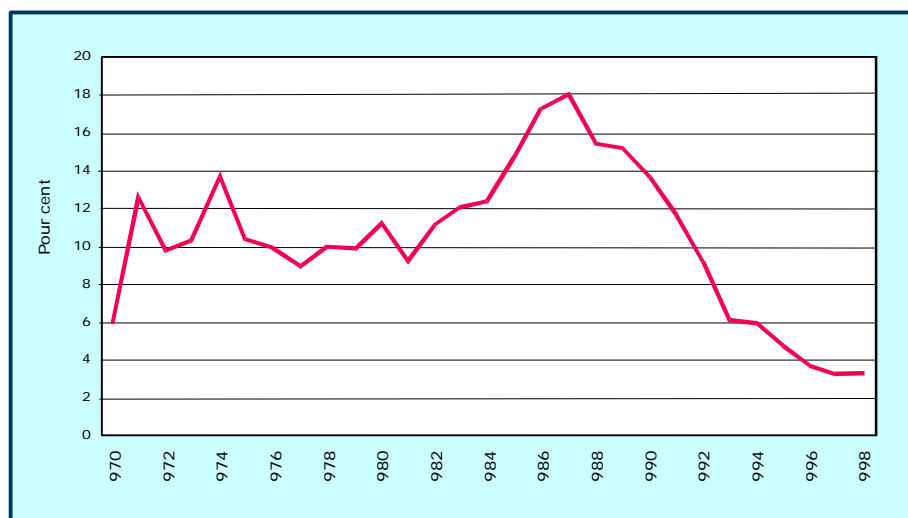
Source et définitions : Voir tableau 12.

GRAPHIQUE 26 : ENTREES NETTES DE CAPITAUX A LONG TERME D'ORIGINE PRIVEE DANS LES PMA,  
PAR PAYS, 1990-1998  
(en pourcentage annuel moyen du total des entrées nettes de capitaux)



Source : Voir tableau 12.

GRAPHIQUE 27 : PART DES PMA DANS LE TOTAL DES ENTRÉES NETTES DE CAPITAUX A LONG TERME DANS LES PED, 1970-1998  
(en pourcentage)



Source : Voir tableau 12.

TABLEAU 13 : ENTRÉES NETTES DE CAPITAUX À LONG TERME OFFICIELS ET PRIVÉS<sup>A</sup> DANS LES PMA ET LES AUTRES PED, 1975-1998  
(moyenne annuelle)

	1975-1982			1983-1989			1990-1998		
	Ensemble des PED	PMA	Part des PMA	Ensemble des PED	PMA	Part des PMA	Ensemble des PED	PMA	Part des PMA
	Millions de dollars		%	Millions de dollars		%	Millions de dollars		%
<i>Flux nets de ressources officielles</i>	26 291,9	5 828,5	<b>21,8</b>	37 962,1	9 454,6	<b>24,8</b>	48 325,2	11 107,9	<b>23,6</b>
Dons, hors coopération technique	9 160,4	2 666,0	<b>28,7</b>	14 806,4	4 895,8	<b>32,9</b>	28 536,8	7 976,1	<b>27,9</b>
Flux multilatéraux nets	6 736,0	1 038,1	<b>15,3</b>	12 037,4	2 272,5	<b>18,9</b>	15 133,6	2 832,3	<b>20,5</b>
Flux bilatéraux nets	10 395,5	2 124,4	<b>20,1</b>	11 118,3	2 286,3	<b>20,7</b>	4 654,9	299,5	<b>3,1</b>
<i>Flux nets de ressources privées</i>	42 566,8	1 184,5	<b>2,9</b>	32 747,6	1 119,8	<b>3,7</b>	176 310,4	1 559,5	<b>1,2</b>
Investissement étranger direct, entrées nettes	7 194,8	256,3	<b>4,3</b>	13 266,7	281,4	<b>2,0</b>	91 724,2	1 315,9	<b>1,8</b>
Investissements de portefeuille (actions)	23,5	0,0	<b>0,0</b>	595,9	0,0	<b>0,0</b>	26 715,0	22,3	<b>0,1</b>
Total des flux nets des banques commerciales	26 333,5	230,5	<b>1,5</b>	10 017,4	16,0	<b>-2,0</b>	22 332,9	98,7	<b>-2,5</b>
PGE <sup>b</sup> , flux nets des banques commerciales	18 369,2	196,8	<b>1,0</b>	11 065,0	10,7	<b>-1,5</b>	2 382,2	114,7	<b>-2,3</b>
PNG <sup>c</sup> , flux nets des banques commerciales	7 964,3	33,7	<b>0,5</b>	-1 047,6	5,3	<b>-0,5</b>	19 950,7	-16,0	<b>-0,2</b>
Total des flux nets sous forme d'obligations	2 001,7	-2,2	<b>-0,3</b>	1 901,4	0,2	<b>0,0</b>	31 085,9	-0,2	<b>0,0</b>
PGE <sup>b</sup> , flux nets sous forme d'obligations	2 001,7	-2,2	<b>-0,3</b>	1 883,3	0,2	<b>0,0</b>	17 413,4	-0,2	<b>0,0</b>
PNG <sup>c</sup> , flux nets sous forme d'obligations	0,0	0,0	<b>..</b>	18,1	0,0	<b>0,0</b>	13 672,4	0,0	<b>0,0</b>
PGE <sup>b</sup> , autres flux nets des créanciers privés	7 013,2	700,0	<b>10,8</b>	6 966,1	822,2	<b>11,8</b>	4 452,4	122,7	<b>-2,5</b>

Source : Voir tableau 12.

<sup>a</sup> Les flux nets sont égaux à la différence entre les décaissements et les remboursements de principal.

<sup>b</sup> Flux publics ou garantis par l'Etat.

<sup>c</sup> Flux privés non garantis.

PMA n'ont pour ainsi dire pas accès aux investissements de portefeuille ni aux crédits commerciaux sans garantie publique (tableau 13).

## C. Evolution des flux d'aide

### 1. VOLUME ET EMPLOI DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT (APD)

En proportion du PNB des donateurs, les flux d'aide publique en faveur des PMA ont diminué de près de moitié dans les années 90. Le total de l'APD des pays membres du CAD en faveur des PMA représentait 0,09% de leur PNB en 1990 et seulement 0,05% en 1998. Globalement, pour l'ensemble des pays du CAD, le ratio n'a pas diminué entre 1997 et 1998, mais il a diminué dans 10 des 21 pays concernés. Comme le montre le graphique 28, en 1998 seuls cinq pays ont respecté l'objectif fixé pour ce ratio dans le programme d'action pour les années 90 en faveur des PMA: Norvège (0,34%), Danemark (0,32%), Pays-Bas (0,21%), Suède (0,20%) et Luxembourg (0,17%). La Belgique, le Danemark, l'Italie, le Luxembourg et le Royaume-Uni ont accru leur effort entre 1997 et 1998. En valeur absolue, le Japon est resté le premier bailleur de fonds des PMA en 1998 (plus de 1,5 milliard de dollars d'APD nette), suivi par les Etats-Unis, l'Allemagne et la France, lesquels ont chacun versé plus d'un milliard de dollars.

Les décaissements annuels bruts d'APD en faveur des PMA ont chuté de 23% entre 1990-1995 et 1997-1998. Durant cette seconde période, 37 des 48 PMA, dont 29 des 33 PMA d'Afrique, ont reçu en moyenne moins d'APD que durant la période 1990-1995. On estime que l'APD nette des pays membres du CAD est tombée de 12,6 milliards de dollars en 1997 à 12,1 milliards en 1998, alors que globalement, l'APD a augmenté de 2 milliards de dollars entre 1997 et 1998, ce qui a mis fin à un déclin ininterrompu depuis 1995. Dans les PMA, l'APD a diminué pour la troisième année consécutive en 1998 et au total elle avait baissé de 4,5 milliards de dollars depuis 1995.

Sur le plus long terme, il y a eu une augmentation de l'APD nette en faveur des PMA, en termes nominaux, dans la deuxième moitié des années 80. Entre 1985 et 1990, elle a progressé de 73%. Le déclin enregistré depuis 1995 l'a fait retomber au niveau qu'elle atteignait en 1987 (en termes nominaux). En termes réels et rapportée à la population, l'APD nette en faveur des PMA s'est contractée de 45% dans les années 90 et est retombée au niveau du début des années 70 (graphique 29).

En parallèle, les affectations de l'APD ont changé. Le tableau 2 donne la ventilation de l'APD par objet depuis le début des années 80<sup>2</sup>. Il montre que l'APD consacrée aux infrastructures et services sociaux a beaucoup augmenté, sa proportion passant de 14% du total entre 1985 et 1989 à 33% entre 1995 et 1998. En même temps, les montants affectés aux infrastructures et services économiques, aux infrastructures productives et à des projets multisectoriels sont passés de 59 à 39% du total. L'autre fait marquant des années 90 est l'accroissement des dons sous forme d'annulation de dette et de secours d'urgence. En fait, ces deux éléments sont ceux qui ont le plus progressé durant les années 90, dans le cadre d'une contraction générale des budgets d'APD. Dans 23 PMA, les annulations de dette et les secours d'urgence représentaient plus de 10% des dons d'APD entre 1995 et 1998, et dans 11 de ces pays la proportion dépassait les 25%.

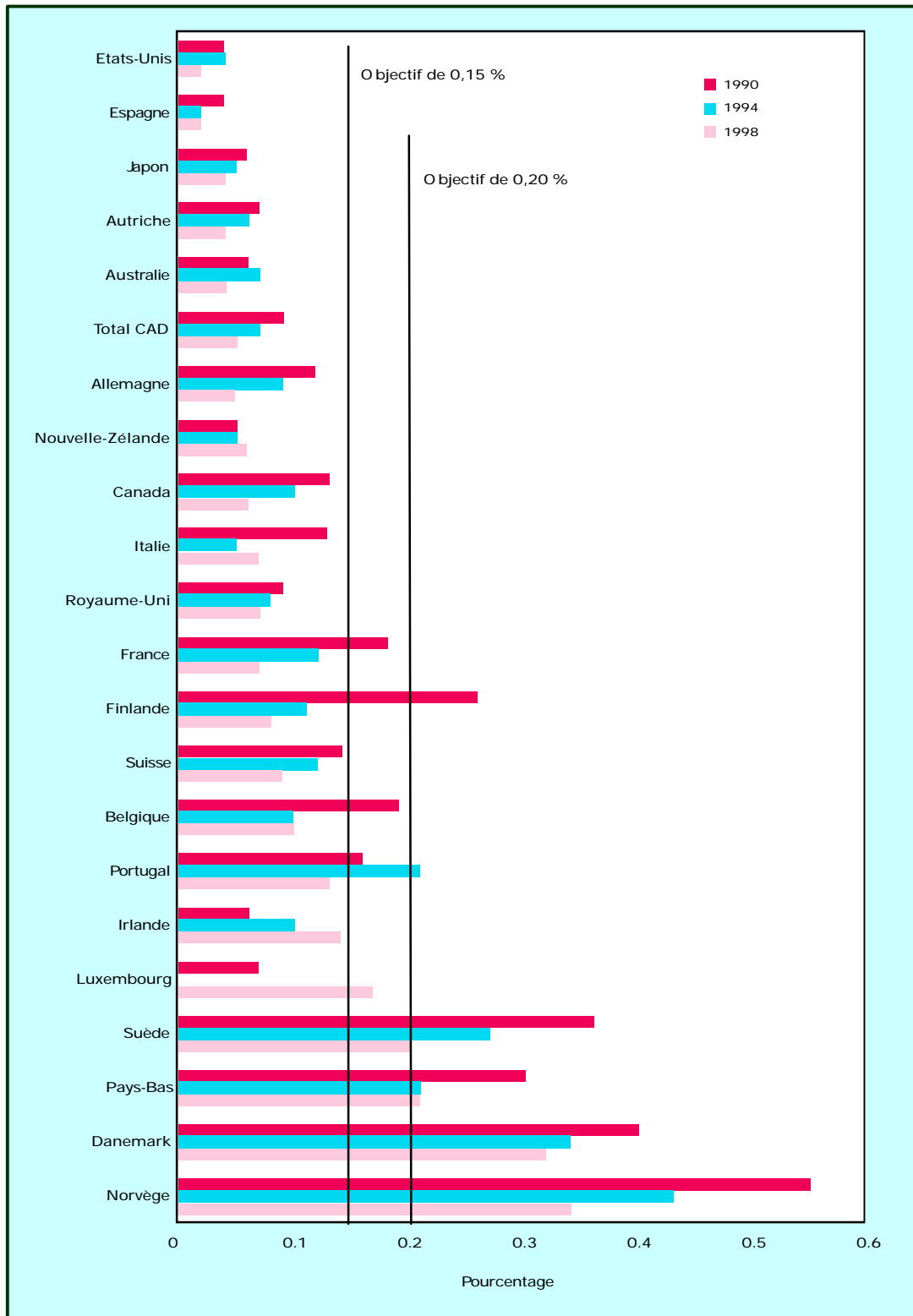
---

*En termes réels et rapportée à la population, l'APD nette en faveur des PMA s'est contractée de 45% dans les années 90 et est retombée au niveau du début des années 70*

---

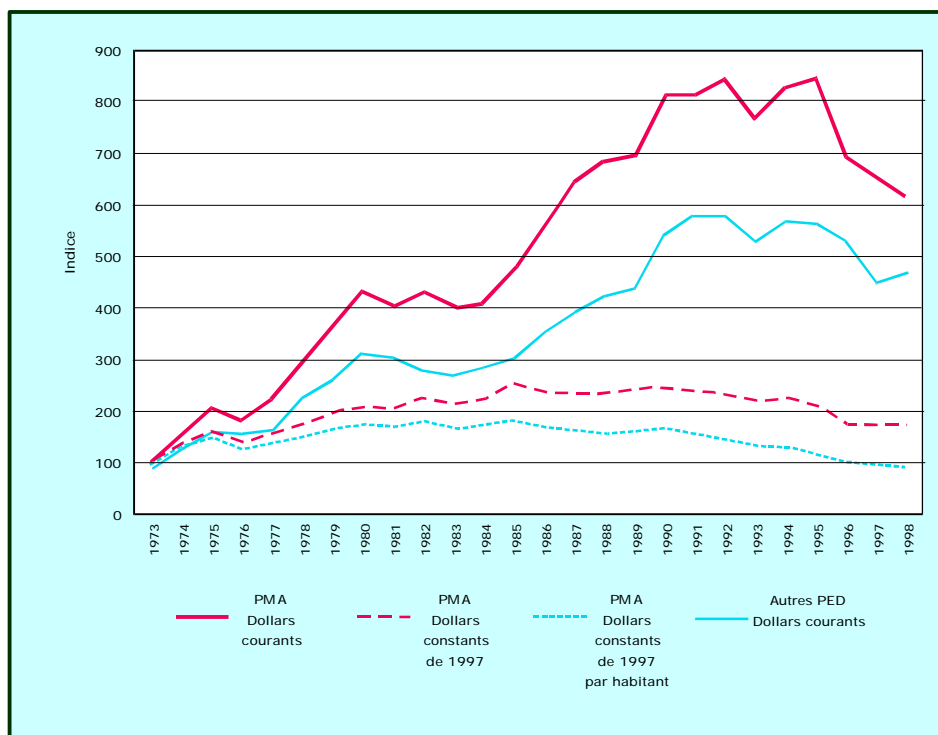


GRAPHIQUE 28 : APD NETTE DES PAYS MEMBRES DU CAD EN FAVEUR DES PMA : 1990, 1994 ET 1998  
(en pourcentage du PNB du pays donateur)



Source : Estimations du Secrétariat de la CNUCED sur la base des données de l'OCDE/CAD.

GRAPHIQUE 29 : DECAISSEMENTS NETS D'APD DES PAYS MEMBRES DU CAD EN FAVEUR DES PMA ET DES AUTRES PED, 1973-1998  
(indice, 1973 = 100)



Source: Voir graphique 28.

Note : Le déflateur employé pour calculer le montant net des décaissements d'APD en dollars constants est celui du CAD.

TABLEAU 14 : ENGAGEMENTS D'APD NETS ENVERS LES PMA, PAR OBJET, 1980-1998  
(en pourcentage du total des engagements)

	1980-1984	1985-1989	1990-1994	1995-1998
Infrastructures sociales	13,0	13,8	21,8	32,8
Production, multisectorielle	58,8	58,2	50,1	39,0
Secours d'urgence et allègement de la dette	6,7	5,9	12,9	15,9
Aide-programme <sup>a</sup>	10,2	14,3	11,7	9,6
Autres	11,3	7,7	3,5	2,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Voir graphique 28.

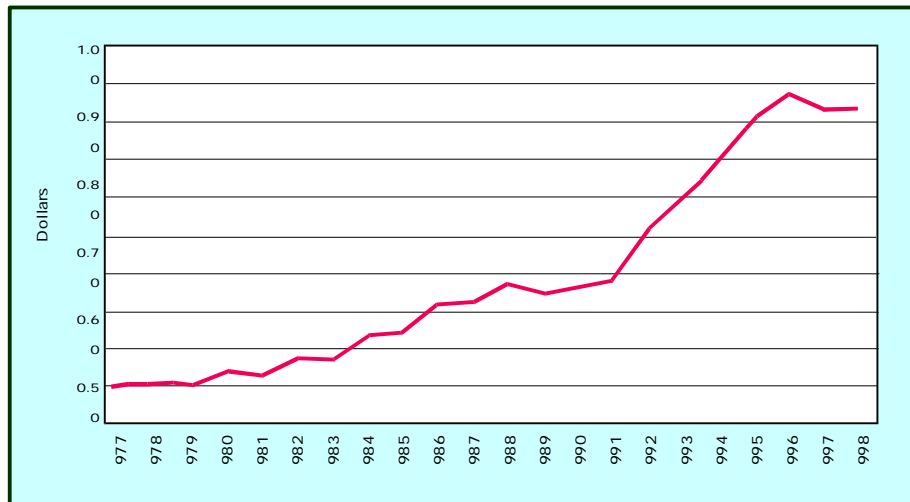
<sup>a</sup> L'aide-programme ne comprend pas l'aide alimentaire.

Entre 1993 et 1998, en moyenne 40 des 48 PMA ont reçu des secours d'urgence d'une sorte ou d'une autre chaque année, alors qu'entre 1983 et 1992 ce chiffre n'était que de 32 et qu'il ne dépassait pas 25 entre 1973 et 1982.

Comme le montre le graphique 30, le montant des aides d'urgence par habitant a considérablement augmenté dans les années 90. Dans quelques pays, cela a été dû à l'éruption ou à l'aggravation de conflits armés ou d'interventions extérieures. Il y a eu une hausse subite mais temporaire des secours d'urgence au début des années 90 pour cette raison en Afghanistan, au Burundi, en Haïti, au Libéria, au Rwanda, en Somalie et au Soudan, mais un nombre croissant de PMA ont commencé à recevoir régulièrement des secours d'urgence durant cette période. Entre 1993 et 1998, en moyenne 40 des 48 PMA ont reçu des secours d'urgence d'une sorte ou d'une autre chaque année, alors qu'entre 1983 et 1992

ce chiffre n'était que de 32 et qu'il ne dépassait pas 25 entre 1973 et 1982. En 1998, les annulations de dette et les secours d'urgence ont représenté 35% des dons d'APD bilatérale en faveur des PMA.

GRAPHIQUE 30 : ENGAGEMENTS D'AIDE D'URGENCE EN FAVEUR DES PMA, PAR HABITANT, 1973-1998  
(dollars par an)



Source : Voir graphique 28.

Note : Comme les engagements varient considérablement d'une année à l'autre, la courbe est établie sur la base d'une moyenne glissante sur cinq ans. Pour chaque année, le chiffre indiqué est la moyenne des engagements annuels de cette année et des quatre années précédentes.

La proportion de l'aide-programme, aide alimentaire non comprise, a fluctué entre 10 et 15% du montant net des engagements d'APD depuis le début des années 80. La coopération technique, qui n'est pas mentionnée à part dans le tableau, est aussi une composante majeure de l'APD en faveur des PMA. Elle est restée à peu près stable, aux alentours de 20% du total, depuis le début des années 80, la proportion étant toutefois nettement plus élevée dans certains PMA.

## 2. EVOLUTION DE LA COMPOSITION DES FLUX NETS D'AIDE A LONG TERME

La composition de l'aide publique au développement a aussi beaucoup évolué, tant pour la répartition entre les flux multilatéraux et bilatéraux que pour la répartition entre les dons et les prêts. Le graphique 31, fondé sur les estimations faites par la Banque mondiale des flux nets de ressources officielles et de leurs composantes, illustre cette évolution dans le cas de l'ensemble des PMA ainsi que, séparément, pour les PMA africains, asiatiques et insulaires. On peut distinguer plusieurs tendances.

Premièrement, dans les années 90 la plupart des flux officiels de capitaux à long terme en faveur des PMA étaient assortis de conditions de faveur, et cela était déjà le cas dans les PMA d'Asie depuis le début des années 70. Toutefois, entre 1976 et 1983, c'est-à-dire l'année de l'irruption du problème de la dette, 10 à 20% des flux officiels à long terme vers les PMA d'Afrique n'étaient pas assortis de conditions de faveur. La divergence ultérieure entre l'évolution des PMA d'Afrique et d'Asie pour ce qui est de l'endettement extérieur est liée à cette différence de traitement.

---

*Pour l'ensemble des PMA, le poids des dons a augmenté tandis que celui des prêts a diminué*

---

Deuxièmement, pour l'ensemble des PMA, le poids des dons a augmenté tandis que celui des prêts a diminué. Les dons représentaient 77% du total en 1998 contre 41% en 1981. Cette évolution a été particulièrement prononcée dans le cas des PMA d'Afrique, pour lesquels la proportion est passée de 39 à 82%, tandis que dans les PMA d'Asie, elle était plus élevée au départ (49% en 1982) et a moins augmenté, n'atteignant que 62%. Dans le cas des PMA insulaires, les dons représentent plus de 60% du total des ressources officielles nettes presque chaque année depuis 1975.

Troisièmement, en ce qui concerne les prêts assortis de concessions de faveur, le poids des sources multilatérales a augmenté au détriment de celui des sources bilatérales. Pour l'ensemble des PMA, la part des prêts nets consentis par les organisations multilatérales (à l'exclusion du FMI) dans le total des flux nets de ressources officielles est passée de 15% en 1982 à 28% en 1998. C'est en Asie que cette évolution a été la plus prononcée, puisque la part des sources multilatérales y était de 43% en 1998, contre 23% en Afrique. Le solde net des crédits bilatéraux assortis de concessions de faveur est passé de 35% des flux nets de ressources officielles en 1982 à -1,4% en 1998. Cette évolution concerne aussi bien les PMA d'Afrique que les PMA d'Asie et les PMA insulaires.

### 3. L'IMPORTANCE ECONOMIQUE DE L'AIDE

Une des caractéristiques essentielles des PMA est que le volume des flux d'aide y est considérable par rapport à l'ensemble de l'activité économique. Le tableau 15 récapitule certaines estimations de la part de l'APD nette dans le PNB, dans l'investissement intérieur brut (IIB) et dans les importations de biens et de services, ainsi que le montant de l'aide par habitant, sur la période 1996-1998. Ce tableau donne des estimations pour différents PMA ainsi que des moyennes pondérées respectivement par le PNB, l'IIB, les importations et la population<sup>3</sup>.

On voit qu'il y a une grande différence entre les PMA et les autres pays en développement pour ce qui est du poids de l'APD dans leur économie. Sur la période 1996-1998, le ratio APD nette/PNB (moyenne pondérée en fonction du PNB du pays destinataire) était de 9% dans les PMA contre seulement 0,4% dans les autres pays en développement. Durant cette période, il était supérieur ou égal à 9% dans 37 PMA. De même, le ratio APD nette/IIB (moyenne pondérée en fonction de l'IIB) était de 47% dans les PMA contre 1,6% dans les autres pays en développement. Enfin, le ratio APD nette/importations de biens et de services (moyenne pondérée en fonction des importations) était de 30,5% pour les PMA contre 1,7% pour les autres pays en développement.

Il y a aussi des différences entre les PMA africains, asiatiques et insulaires. Le ratio d'intensité de l'aide est particulièrement élevé dans les PMA insulaires, et plus élevé dans les PMA africains que dans les PMA asiatiques.

## D. Evolution des flux de capitaux privés

D'après les données fournies dans *Global Development Finance* (Banque mondiale), il n'y a apparemment pas eu d'augmentation des flux de capitaux privés vers les PMA entre 1988 et 1998 (voir tableau 12), mais ces chiffres sont trompeurs. En les analysant de plus près, on voit que l'évolution des flux nets de capitaux privés à long terme dans les PMA a été très influencée par la mise en valeur des gisements d'hydrocarbures en Angola, en Guinée équatoriale, au Myanmar et au Yémen. Entre 1990 et 1994, ces pays ont absorbé 80% du total des flux annuels de capitaux privés vers les PMA. Si l'on exclut

GRAPHIQUE 31 : COMPOSITION DES FLUX NETS DE RESSOURCES OFFICIELS EN FAVEUR DE L'ENSEMBLE DES PMA, DES PMA D'AFRIQUE, DES PMA D'ASIE ET DES PMA INSULAIRES, 1970-1998 (en pourcentage)



Source : Voir tableau 12.

TABLEAU 15 : INDICATEURS D'INTENSITÉ DE L'AIDE<sup>A</sup> DANS LES PMA ET LES AUTRES PED, MOYENNES 1996-1998

	<i>Aide en pourcentage du PNB</i>	<i>Aide en pourcentage de l'investissement intérieur brut</i>	<i>Aide en pourcentage des importations de biens et de services</i>	<i>Aide par habitant en dollars courants</i>
Afghanistan	..	..	..	7,9
Angola	9,3	23,2	6,4	33,4
Bangladesh	2,7	13,1	14,6	9,4
Bénin	11,0	61,8	29,8	41,6
Bhoutan	17,5	33,4	32,9	81,1
Burkina Faso	15,8	57,6	52,2	37,6
Burundi	9,1	90,3	48,9	12,7
Cambodge	12,1	62,3	26,9	32,5
Cap-Vert	24,6	61,6	39,8	294,6
Comores	16,8	84,9	39,4	65,7
Djibouti	18,6	198,2	31,1	140,8
Erythrée	18,5	62,9	24,5	38,3
Ethiopie	10,9	57,4	37,8	11,4
Gambie	9,4	48,9	12,0	31,7
Guinée	9,4	43,6	34,1	50,0
Guinée équatoriale	9,0	8,5	3,9	63,6
Guinée-Bissau	56,5	303,1	140,3	117,2
Haïti	11,5	114,1	40,6	48,9
Iles Salomon	12,5	..	16,6	104,4
Kiribati	17,6	..	23,5	181,8
Lesotho	7,2	14,0	7,6	43,5
Libéria	..	..	..	37,1
Madagascar	15,6	124,7	46,8	39,6
Malawi	19,8	158,2	34,9	41,3
Maldives	9,9	..	6,6	108,3
Mali	16,5	75,4	43,3	41,3
Mauritanie	22,4	112,3	40,2	93,0
Mozambique	30,2	146,3	77,0	57,7
Myanmar	..	..	1,7	1,0
Népal	8,3	36,0	23,1	17,9
Niger	15,2	144,9	59,8	29,8
Ouganda	10,4	65,2	37,5	32,3
Rép. centrafricaine	12,2	179,7	49,5	37,0
Rép. dém. du Congo	2,7	32,7	6,9	3,2
Rép. dém. pop. Lao	20,0	73,3	43,5	64,8
Rép.-Unie de Tanzanie	13,6	83,7	40,8	30,0
Rwanda	21,1	135,6	78,8	47,2
Samoa	17,7	..	24,3	190,2
Sao Tomé-et-Principe	94,0	202,3	179,0	263,7
Sierra Leone	17,2	206,0	61,1	28,9
Somalie	..	..	..	9,5
Soudan	2,4	..	6,7	6,8
Tchad	14,6	97,6	42,7	32,7
Togo	9,3	60,2	16,4	31,6
Vanuatu	14,4	..	20,4	184,6
Yémen	6,8	27,4	8,6	18,8
Zambie	15,8	101,2	29,4	55,6
PMA	9,0	47,3	30,5	21,0
Afrique	12,0	70,6	37,0	26,8
Asie	4,6	22,6	18,6	11,5
Insulaires	18,4	75,4	57,5	157,9
Autres PED	0,4	1,6	1,7	5,7

Source : Calculs du Secrétariat de la CNUCED sur la base de Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2000*.

<sup>a</sup> Définition de l'aide (Banque mondiale, WDI 2000) : transferts internationaux effectifs de ressources financières ou de biens et services évalués à leur coût pour le donateur, après déduction des remboursements de principal durant la même période.

ces pays de l'échantillon, les flux nets de capitaux privés à long terme sont passés de 323,1 millions de dollars par an entre 1990 et 1994 à 941,9 millions de dollars par an entre 1995 et 1998. La moyenne des flux annuels était plus élevée à la fin des années 90 qu'au début de la décennie dans 29 des 45 pays pour lesquels on dispose de données. Les chiffres de la CNUCED font aussi apparaître une augmentation des flux d'IED dans les PMA, et il se peut que si le suivi de l'IED était plus précis dans les différents pays et si certains transferts considérés comme des transferts courants étaient comptabilisés comme flux de capitaux, ce qui serait plus correct, les flux de capitaux privés seraient encore plus élevés<sup>4</sup>.

Cette évolution globale est positive, mais n'a bénéficié qu'à une poignée de PMA. En fait, quatre de ces pays (Cambodge, Ouganda, République démocratique populaire lao et République-Unie de Tanzanie) ont absorbé environ trois cinquièmes de l'accroissement des flux de capitaux privés enregistrés entre le début et la fin des années 90. En général, les capitaux privés ne représentent qu'une proportion infime du total, si bien que même lorsqu'ils ont augmenté, cela n'a pas compensé le déclin des flux officiels, sauf dans trois PMA (voir tableau 16). En outre, les PMA semblent avoir du mal à attirer certains types de capitaux privés. Au début des années 80, les banques internationales ont définitivement cessé de leur prêter à long terme. De plus, les PMA ont été négligés par les investissements de portefeuille, qui sont très volatils, et n'ont guère accès aux marchés obligataires.

La quasi-totalité de l'augmentation des flux de capitaux privés à long terme dans les PMA est imputable à l'IED, qui se caractérise par une forte concentration géographique, qui explique la concentration géographique de l'ensemble des flux de capitaux privés en direction des PMA. Cette concentration a été un peu moins prononcée à la fin des années 90 qu'au début de la décennie : alors que sur la période 1990-1994, quatre pays (Angola, Myanmar, Yémen et Zambie) ont absorbé environ 75% des flux nets d'IED vers les PMA, sur la période 1995-1998, cette même proportion a été absorbée par huit pays (Angola, Bangladesh, Cambodge, Guinée équatoriale, Myanmar, Ouganda, République démocratique populaire lao et République-Unie de Tanzanie).

Pour mieux apprécier l'importance économique des flux de capitaux privés dans les PMA, il faut les rapporter au PNB. Si l'on exclut de l'analyse les pays pétroliers, on constate que les flux de capitaux privés représentaient moins de 1% du PNB des PMA dans les années 90 (graphique 32), alors que la proportion était d'environ 4% pour l'ensemble des pays en développement (voir CNUCED, 1999 : tableau 5.1). Ils ne dépassaient 2% du PNB que dans une poignée de PMA : quatre petits pays insulaires (Maldives, Samoa, Iles Salomon et Vanuatu), la Zambie et les pays pétroliers en 1990-1994, et 12 pays au total en 1995-1998, à savoir les quatre petits pays insulaires précités, l'Angola, la Guinée équatoriale, le Cambodge, le Cap-Vert, le Lesotho, l'Ouganda, la République démocratique populaire lao et la République-Unie de Tanzanie. Dans 24 des 40 PMA pour lesquels on dispose de données, les flux de capitaux privés sont restés inférieurs à 1% du PNB.

Enfin, il est intéressant de comparer les flux de capitaux privés à long terme vers les PMA au montant des transferts courants privés, constitués essentiellement d'envois de fonds des travailleurs émigrés<sup>5</sup>. L'impact de ces transferts sur le développement est plus difficile à déterminer que celui des capitaux à long terme. Ils peuvent certes apporter une contribution importante à l'équilibre du compte courant, mais sont peut-être davantage employés pour la consommation ou pour des investissements immobiliers que pour la création de

---

*La moyenne des flux annuels était plus élevée à la fin des années 90 qu'au début de la décennie dans 29 des 45 pays...*

---

---

*L'accroissement des flux de capitaux privés n'a bénéficié qu'à une poignée de PMA.*

---

TABLEAU 16 : SENS DE VARIATION DES FLUX NETS DE RESSOURCES OFFICIELLES, PRIVÉES ET TOTALES, EN FAVEUR DES PMA, PAR PAYS, 1990 À 1998

<i>Variation des entrées de capitaux privés</i>				
		<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	
<i>Variation des entrées nettes de capitaux officiels</i>	<i>Augmentation</i>	<b>Bhoutan</b>	Bangladesh	Lesotho
		<b>Burkina Faso</b>	Bénin	Madagascar
		<b>Cambodge</b>	Burundi	Mali
		<b>Cap-Vert</b>	Rép. centrafricaine	Mozambique
		<b>RDP Lao</b>	Tchad	Myanmar
		<b>Libéria</b>	Comores	Népal
		<b>Malawi</b>	Rép. dém. du Congo	Sao Tomé-et-Principe
		<b>Maldives</b>	Djibouti	Togo
		<b>Iles Salomon</b>	Guinée équatoriale	<b>Ouganda</b>
			Ethiopie	<b>Rép.-Unie de Tanzanie</b>
		Gambie	<b>Vanuatu</b>	
	<i>Diminution</i>	<b>Erythrée</b>	Angola	Somalie
		<b>Guinée</b>	Guinée-Bissau	Soudan
		<b>Haïti</b>	Mauritanie	Yémen
		<b>Rwanda</b>	Niger	Zambie
<b>Sierra Leone</b>		Samoa	Moyenne des PMA	

Source : Voir tableau 12.

Note : Les pays pour lesquels le solde net des flux de ressources a augmenté entre 1990 et 1998 sont en gras.

capacités de production, et ils peuvent être très volatils en raison des variations des politiques appliquées par les pays d'accueil. Quoi qu'il en soit, sur la période 1995-1998, et en dépit de l'accroissement des flux de capitaux privés à long terme enregistré dans les années 90, les flux de transferts privés courants ont dépassé les flux de capitaux privés à long terme dans deux tiers (17) des 25 PMA pour lesquels on dispose de données. En outre, ils représentaient plus de 2% du PNB dans près de la moitié de ces pays.

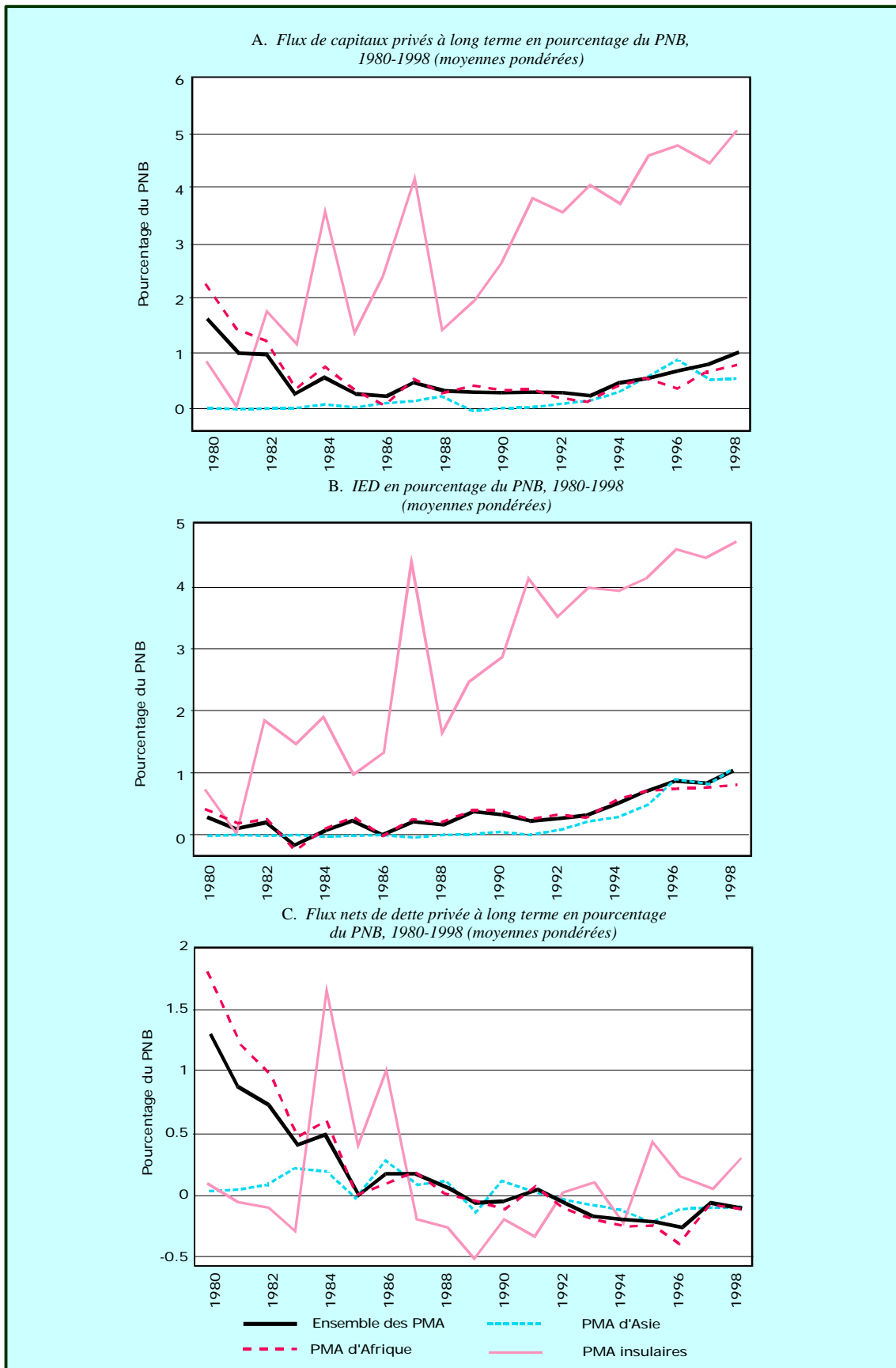
### **E. Evolution de l'aide extérieure**

L'endettement extérieur a commencé à faire problème dans les PMA à la fin des années 70 et, après le deuxième choc pétrolier, la hausse des taux d'intérêt et la récession des pays industriels du début des années 80, ce problème s'est considérablement aggravé. En 1976, le ratio dette extérieure/PIB ne dépassait 50%, et le ratio dette extérieure/exportations 200% que dans deux des 28 PMA pour lesquels on dispose de données; en 1982, plus de la moitié des PMA se trouvaient dans cette situation et en 1987 la proportion dépassait les deux tiers<sup>6</sup>. Cette année-là, 19 PMA se sont adressés au Club de Paris pour échelonner leur dette. La plupart des PMA qui ont des problèmes d'endettement sont des pays africains, et cela est lié à la structure de leur financement extérieur (encadré 3).

Le problème de l'endettement ne s'est pas estompé dans les années 90 (tableaux 17 et 18). Pour l'ensemble des PMA, d'après les statistiques de la Banque mondiale, la valeur nominale du stock de dette extérieure est passée de 121,2 milliards de dollars en 1990 à 150,4 milliards de dollars en 1998. Cela représentait au total 101% de leur PNB, contre 92% en 1990. La moitié de cette dette était à la charge de six pays (Angola, Bangladesh, Ethiopie, Mozambique, République démocratique du Congo et Soudan), tandis que dans 23 des 45 pays



GRAPHIQUE 32 : EVOLUTION DES FLUX DE CAPITAUX PRIVES VERS L'ENSEMBLE DES PMA, LES PMA D'AFRIQUE, LES PMA D'ASIE ET LES PMA INSULAIRES, 1980-1998 (EN POURCENTAGE DU PNB)



Source : Voir tableau 12a. Non compris les pays suivants : Afghanistan, Angola, Erythrée, Guinée équatoriale, Kiribati, Libéria, Myanmar, Sao Tomé-et-Principe, Somalie, Tuvalu et Yémen.

pour lesquels on dispose de données, la dette extérieure ne dépassait pas 2 milliards de dollars en termes nominaux. Néanmoins, si l'on emploie les critères que la communauté internationale a récemment adoptés dans le cadre de l'Initiative PPTE renforcée pour déterminer si l'endettement d'un pays est viable, en 1998 28 des 45 PMA pour lesquels on dispose de données étaient surendettés.

### ENCADRE 3 : EVOLUTION DU FINANCEMENT EXTERIEUR ET DE L'ENDETTEMENT DES PMA D'AFRIQUE ET D'ASIE

Il y a une différence importante entre les PMA d'Afrique et d'Asie en ce qui concerne la structure de leur financement extérieur, en particulier durant la période critique, comprise entre 1976 et 1982, durant laquelle l'endettement s'est considérablement alourdi. Dans les années 70, les PMA d'Afrique ont beaucoup plus emprunté que les PMA d'Asie; en outre, ils étaient plus tributaires du crédit privé et les crédits officiels qu'ils ont reçus étaient moins favorables que ceux consentis aux PMA d'Asie. Entre 1978 et 1991, chaque année sauf en 1984 le taux d'intérêt moyen sur les nouveaux crédits officiels aux PMA d'Afrique était plus du double de celui des prêts accordés aux PMA d'Asie (voir graphique ci-dessous). De plus, entre 1979 et 1985, les taux d'intérêt sur les nouveaux crédits officiels dépassaient 3%, niveau qu'ils n'ont jamais atteint en Asie, sauf dans le cas du Yémen pendant un an.

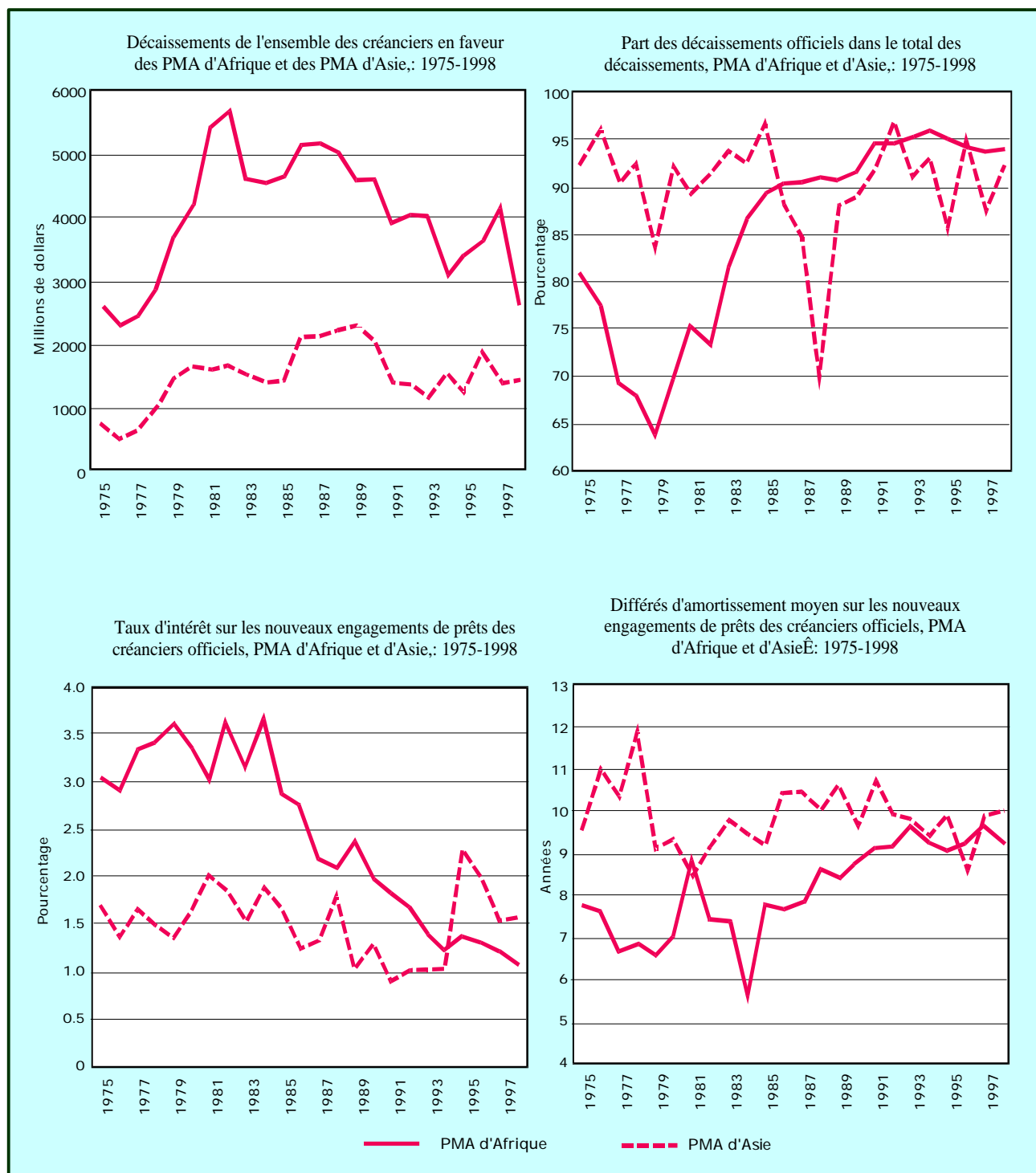
Les crédits à l'exportation ont beaucoup contribué à l'endettement des PMA d'Afrique, puisqu'ils ont augmenté de 27% par an entre 1975 et 1979 (Krumm, 1985 : tableau 5). D'ambitieux projets d'infrastructure ont souvent été financés par des prêts d'une échéance beaucoup trop courte par rapport au profil de leur amortissement et de nombreux projets de production ont été mal conçus et se sont révélés non viables. Le rôle qu'ont joué les crédits à l'exportation dans le surendettement des pays pauvres a récemment été décrit de la façon suivante :

Du point de vue des Etats créanciers une grande partie des crédits commerciaux ou des garanties de prêts aux pays pauvres consentis durant les années 70 et 80 étaient motivés par la volonté de stimuler leurs propres exportations pour atteindre certains objectifs économiques ou industriels en créant ou en protégeant des emplois, et renforcer leurs relations avec les partenaires commerciaux concernés. On a pu dire que ces prêts étaient dans l'intérêt national (du créancier). Par définition, ils étaient très risqués et il était très probable qu'une grande partie ne serait jamais remboursée. Néanmoins, les pays industriels étaient prêts à courir le risque. Bon nombre de pays pauvres recevaient aussi des aides publiques et de nombreux créanciers officiels ont considéré que l'offre de garanties de crédits à l'exportation à des conditions commerciales (qui constituent un passif éventuel mais n'ont généralement pas de coût immédiat pour le budget national) pouvait compléter les dons et les crédits assortis de conditions de faveur dans leur politique globale de coopération" (Daseking et Powell, 1999 : 4).

Lorsque le prix des produits primaires autres que le pétrole a diminué et que la dégradation des termes de l'échange a encore été aggravée par le deuxième choc pétrolier, la capacité de service de la dette des pays pauvres a été très compromise. Les PMA étaient surendettés et ont souvent tardé à adapter leurs politiques au nouvel environnement économique international. Dans de nombreux cas, cette attitude a été encouragée par l'espoir que les prix des produits primaires se redresseraient. Les prévisions faites en la matière au début des années 80, sur lesquelles les gouvernements, les créanciers et les donateurs se fondaient, étaient très optimistes et on pensait donc que le problème de l'endettement n'était qu'un problème temporaire de liquidités. Par exemple, la Zambie a négocié avec le FMI en 1983 un accord fondé sur l'hypothèse que le prix du cuivre augmenterait de 45% en quatre ans. En fait, il a baissé d'environ 12%, si bien qu'elle s'est retrouvée avec une dette considérable, dont seule une petite partie était assortie de conditions de faveur, et une capacité de remboursement moins grande que prévu (Brooks et al., 1998 : 8).

Le fait que, proportionnellement, les pays d'Asie aient reçu beaucoup plus de financements assortis de conditions de faveur que les pays d'Afrique a eu une influence déterminante sur l'évolution ultérieure de leur endettement et de leur croissance. La plupart des PMA qui ont connu de sérieux problèmes de surendettement étaient des pays africains. A l'exception du Cambodge et de la République démocratique populaire lao, et plus tard du Yémen, les PMA d'Asie ne se sont jamais trouvés dans une situation aussi grave que les PMA d'Afrique en matière de dette extérieure. Toutefois, dans les années 90, en raison de différentes réformes, cette différence de traitement a disparu.

GRAPHIQUES DE L'ENCADRE 3 : PMA D'AFRIQUE ET D'ASIE : VOLUME, COMPOSITION ET CONDITIONS DES CREDITS, 1975-1998



Source : Voir tableau 12.

<sup>a</sup> Pondéré sur la base de la valeur des nouveaux engagements de prêts des créanciers officiels.

Les indicateurs d'endettement se sont quelque peu améliorés en 1994 et 1997, mais en 1998 la capacité de service de la dette des PMA s'est sérieusement dégradée car leurs recettes d'exportation de biens et de services ont diminué d'environ 8% (2,6 milliards de dollars), tombant de 34 milliards de dollars en 1997 à 31,4 milliards de dollars en 1998 (données de la Banque mondiale). Cette année-là, 27 des 45 PMA pour lesquels on dispose de données n'ont pas pu s'acquitter du service de leur dette.

*La capacité de service de la dette des PMA s'est sérieusement dégradée car leurs recettes d'exportation de biens et de services ont diminué d'environ 8%.*

TABLEAU 17 : MONTANT ET COMPOSITION DE LA DETTE EXTÉRIÈRE DES PMA, 1990 ET 1998

	<i>Encours de la dette</i>						<i>Principal et arriérés d'intérêts<sup>b</sup></i>			
	<i>Encours total de la dette (millions de dollars)</i>		<i>Part des prêts officiels<sup>a</sup> (y compris FMI) en pourcentage</i>		<i>Part de la dette multilatérale<sup>a</sup> (y compris FMI) en pourcentage</i>		<i>Part de la dette totale en pourcentage</i>		<i>Part des arriérés officiels en pourcentage</i>	
			1990	1998	1990	1998			1990	1998
Angola	8 593,8	12 172,8	21,4	26,5	0,7	2,3	8,1	22,2	19,6	25,8
Bangladesh	12 768,5	16 375,6	96,7	98,5	56,0	67,3	0,1	0,1	96,1	100,0
Bénin	1 291,8	1 646,8	94,4	94,7	42,9	62,3	7,6	4,8	88,5	94,2
Bhoutan	83,5	119,6	74,0	100,0	50,2	67,9	2,2	-	100,0	-
Burkina Faso	834,0	1 399,3	85,4	95,5	67,8	86,2	10,2	3,1	56,5	86,4
Burundi	907,4	1 118,7	97,5	98,1	77,5	84,1	0,0	5,0	100,0	99,5
Cambodge	1 854,4	2 209,7	92,5	98,0	1,5	15,5	26,9	43,4	99,9	100,0
Cap-Vert	135,3	243,7	94,7	92,9	64,3	73,8	9,9	9,8	91,8	90,4
Comores	184,9	203,1	93,3	93,9	61,6	80,4	20,4	22,1	100,0	100,0
Djibouti	205,3	287,8	75,6	94,8	41,9	53,3	0,6	9,3	100,0	100,0
Erythrée	..	149,3	..	96,5	..	51,0	..	0,0	..	..
Ethiopie	8 634,3	10 351,8	91,6	90,6	14,8	26,4	3,2	56,0	84,3	95,7
Gambie	369,1	477,0	90,8	96,8	67,2	76,8	0,4	0,0	100,0	100,0
Guinée	2 476,4	3 545,9	88,7	90,9	29,5	51,2	9,9	16,0	87,3	96,7
Guinée équatoriale	241,1	306,1	81,8	69,4	30,4	35,5	20,0	44,7	86,7	85,5
Guinée-Bissau	692,1	964,4	87,1	92,0	40,3	44,0	20,6	25,7	94,3	99,8
Haïti	888,9	1 047,5	83,4	97,2	59,3	82,9	7,5	0,3	41,1	100,0
Iles Salomon	120,5	152,4	74,5	68,6	51,6	60,1	0,2	5,4	100,0	49,4
Lesotho	395,6	692,1	90,8	90,9	77,4	75,4	1,1	1,8	56,8	44,4
Libéria	1 849,0	2 102,9	67,4	57,6	40,9	35,0	58,2	78,3	72,5	78,8
Madagascar	3 701,3	4 394,1	90,2	93,8	37,1	41,9	10,5	17,1	92,1	95,6
Malawi	1 558,2	2 444,0	91,1	97,9	77,2	85,6	1,6	2,1	63,7	75,0
Maldives	78,0	179,9	77,2	81,9	41,7	62,9	0,0	0,0	..	..
Mauritanie	2 096,1	2 588,6	84,1	88,9	34,5	42,7	9,8	19,4	86,3	100,0
Mozambique	4 652,8	8 208,3	78,2	71,2	11,6	25,6	20,0	19,0	48,2	96,9
Myanmar	4 694,8	5 680,4	89,8	79,6	26,3	21,1	12,3	35,8	79,7	84,9
Népal	1 640,0	2 645,7	91,8	97,5	80,0	85,3	0,6	0,4	100,0	58,4
Niger	1 725,5	1 659,4	69,5	91,9	45,6	62,6	6,4	5,7	49,0	100,0
Ouganda	2 582,9	3 935,2	81,6	94,7	60,1	71,9	11,5	7,4	42,0	75,3
Rép. centrafricaine	698,5	921,3	91,5	90,8	70,5	69,6	5,5	16,7	85,6	92,5
Rép. dém. du Congo	10 270,2	12 929,2	84,1	65,9	23,9	20,8	12,8	64,0	41,1	86,1
Rép. dém. pop. Lao	1 768,0	2 436,7	99,9	99,9	15,5	41,7	0,1	0,0	100,0	100,0
Rép. –Unie de Tanzanie	6 438,2	7 602,6	84,5	84,8	33,0	44,8	18,8	23,9	74,9	82,5
Rwanda	711,7	1 225,9	92,9	95,8	76,2	82,8	1,4	6,2	100,0	97,9
Samoa	92,0	180,1	98,3	85,7	89,0	80,2	0,0	0,0	..	..
Sao Tomé-et-Principe	150,0	245,8	88,5	95,0	49,1	65,6	19,3	13,5	95,9	100,0
Sierra Leone	1 151,1	1 243,1	53,2	90,8	25,2	57,4	30,7	3,7	71,8	90,2
Somalie	2 370,3	2 635,0	86,4	76,2	38,5	34,1	39,2	67,9	96,4	97,1
Soudan	14 762,0	16 843,0	57,3	50,1	18,1	16,8	63,7	80,2	75,9	77,6
Tchad	524,1	1 091,4	92,7	96,3	69,2	80,4	4,2	4,3	79,5	95,5
Togo	1 274,7	1 448,4	87,1	96,4	50,7	61,7	0,3	1,9	65,0	100,0
Vanuatu	40,2	63,2	72,4	85,8	39,6	70,1	0,0	0,0	..	..
Yémen	6 344,8	4 138,0	55,1	90,6	16,2	44,9	16,2	17,9	49,2	75,5
Zambie	6 916,2	6 865,3	73,1	93,1	34,0	50,0	32,3	12,9	92,3	91,2

Source : Estimations du Secrétariat de la CNUCED, sur la base de Banque mondiale, *Global Development Finance 2000*, et *Indicateurs du développement dans le monde 2000*.

<sup>a</sup> Dans la dette à long terme, non comprise celle envers le FMI.

<sup>b</sup> Sur la dette à long terme sauf la dette envers le FMI.

TABLEAU 18 : INDICATEURS D'ENDETTEMENT EXTÉRIEUR DES PMA, 1990 ET 1998  
(en pourcentage)

	Encours de la dette rapporté au PIB		Encours de la dette rapporté aux exportations		Service de la dette acquitté rapporté aux exportations		Valeur actuelle nette de la dette rapportée aux exportations
	1990	1998	1990	1998	1990	1998	1998
Angola	83,7	162,9	214,7	309,8	8,1	34,4	291,9
Bangladesh	42,8	38,3	365,6	182,4	22,6	7,6	134,6
Bénin	70,0	71,4	233,3	288,6	6,9	10,6	183,0
Bhoutan	29,3	30,0	88,0	76,4	5,5	5,9	50,0
Burkina Faso	30,2	54,2	129,1	343,2	5,3	13,0	166,9
Burundi	80,2	126,4	928,8	1819,0	43,4	49,1	828,7
Cambodge	166,4	77,0	..	259,0	..	1,5	207,6
Cap-Vert	39,9	49,2	77,2	91,8	3,3	7,2	79,1
Comores	74,0	103,5	318,8	590,4	1,9	18,0	289,4
Djibouti	48,3	..	..	..	..	..	..
Erythrée	..	23,0	..	39,2	..	1,0	34,1
Ethiopie	126,2	158,2	1276,3	983,5	34,9	11,3	829,7
Gambie	116,5	114,7	217,5	177,7	22,2	9,7	100,4
Guinée	87,9	98,5	294,4	431,6	20,0	19,4	307,4
Guinée équatoriale	182,5	67,1	570,0	73,3	12,1	1,4	59,9
Guinée-Bissau	283,7	468,9	2463,0	3131,2	29,9	25,6	2253,2
Haïti	29,8	27,1	273,6	218,5	10,1	8,2	125,0
Iles Salomon	57,1	50,7	123,2	76,6	11,9	3,3	32,7
Lesotho	63,6	87,3	71,3	114,0	4,2	8,4	81,6
Libéria	..	..	..	..	..	..	..
Madagascar	120,1	117,2	748,6	514,7	45,0	14,7	383,3
Malawi	86,4	144,8	344,4	430,1	29,3	14,7	241,2
Maldives	53,5	48,9	42,4	41,4	4,8	3,1	27,3
Mali	101,9	118,8	375,9	492,2	10,2	12,6	335,5
Mauritanie	184,7	261,6	417,6	648,0	29,1	27,6	358,2
Mozambique	185,2	210,8	1552,0	1413,5	26,2	18,0	470,3
Myanmar	..	..	703,2	325,5	9,0	5,3	278,9
Népal	45,2	55,3	312,9	192,8	13,6	6,4	119,0
Niger	69,6	81,0	297,8	492,3	17,0	18,4	330,5
Ouganda	60,0	58,1	1051,2	581,9	60,0	23,6	350,6
Rép. centrafricaine	47,0	87,2	316,9	633,2	13,2	20,9	393,8
Rép. dém. du Congo	109,9	185,6	397,5	777,2	13,5	1,2	731,5
Rép. dém. pop. Lao	204,5	193,3	1690,2	493,3	8,7	6,3	227,0
Rép. -Unie de Tanzanie	152,6	94,8	1182,8	644,6	32,9	20,8	481,7
Rwanda	27,5	60,6	472,6	981,5	13,9	16,6	555,6
Samoa	63,1	102,6	67,3	106,7	4,0	3,0	83,1
Sao Tomé-et-Principe	299,8	602,1	1807,2	2119,0	33,7	31,9	1245,0
Sierra Leone	128,4	192,2	547,4	1108,9	10,1	18,2	735,4
Somalie	258,5	..	3362,1	..	15,2	..	..
Soudan	112,1	162,5	1848,7	2694,4	6,2	9,8	2537,7
Tchad	30,1	64,4	191,1	326,9	4,4	10,6	188,8
Togo	78,3	95,9	170,1	205,1	11,4	5,7	142,3
Vanuatu	26,3	26,2	33,6	32,7	2,0	0,9	20,1
Yémen	134,3	95,8	138,6	217,1	3,7	6,5	105,4
Zambie	210,3	204,8	507,8	600,8	14,9	17,7	482,8

Source : Estimations du Secrétariat de la CNUCED, sur la base de Banque mondiale, *Global Development Finance 2000*, et *Indicateurs du développement dans le monde 2000*.

Note : Les exportations comprennent les exportations de biens et de services et les envois de fonds des travailleurs émigrés.

Le montant total versé par les PMA au titre du service de la dette a atteint 4,4 milliards de dollars en 1998, contre 3,9 milliards de dollars en 1990. Le ratio service de la dette/exportations est tombé de 14% en 1990 à 12% en 1998. Toutefois, si ce ratio est relativement faible, c'est parce qu'il est calculé sur la base des paiements effectifs et non des paiements échus. En 1980, les arriérés constituaient 19% de l'encours total de la dette et en 1998 la proportion atteignait 30,4%.

Les arriérés sont particulièrement importants dans les PMA qui ont subi de longs conflits armés ou qui ont été privés de l'aide internationale, notamment l'Angola, le Cambodge, l'Éthiopie, le Libéria, le Myanmar, la République démocratique du Congo, la Somalie et le Soudan<sup>7</sup>. Toutefois, beaucoup d'autres PMA sont incapables d'assurer le service de leur dette. Outre les huit pays ci-dessus, les arriérés représentaient plus de 15% de l'encours de la dette en 1998 dans les pays suivants : Comores, Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie et Yémen.

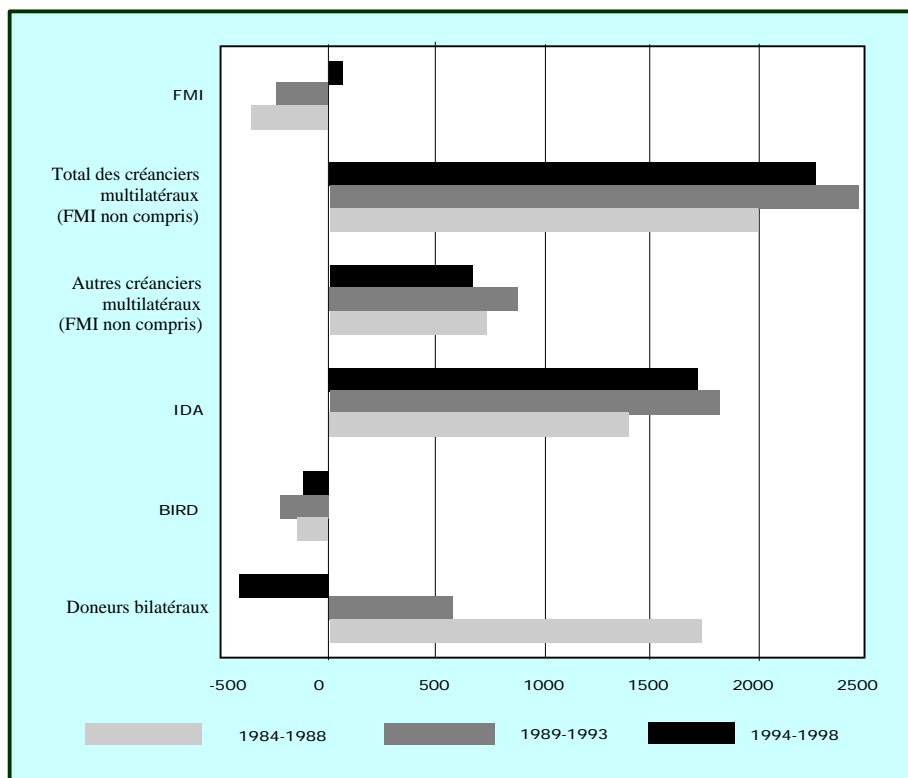
### **F. Solde des transferts nets et financements exceptionnels**

Lorsque la crise de la dette a éclaté au début des années 80, le solde des transferts nets en faveur des pays à revenu moyen est devenu négatif car les entrées de capitaux ont chuté et les paiements d'intérêts ont augmenté. Dans le cas des PMA, ce phénomène a pu être évité grâce à l'accroissement des flux de capitaux assortis de conditions de faveur dans les années 80. Si les transferts nets ont été positifs, c'est essentiellement grâce à l'ampleur des dons bilatéraux et des crédits accordés par l'IDA et différentes organisations internationales autres que la BIRD et le FMI. Entre 1988 et 1993, le solde des transferts nets au titre des crédits de la BIRD et du FMI accordés à l'ensemble des PMA a été négatif chaque année (c'est-à-dire que les remboursements ont dépassé les décaissements) et, entre 1994 et 1998, il est devenu positif dans le cas du FMI mais est resté négatif dans le cas de la BIRD et est devenu négatif dans le cas des crédits bilatéraux (graphique 33).

Pour que le solde net des transferts en faveur des PMA reste positif, il a aussi fallu recourir au rééchelonnement et à l'annulation des dettes ainsi qu'à l'accumulation d'arriérés, mesures qui ont toutes pour effet de réduire le niveau effectif du service de la dette. Le graphique 34 donne une indication du niveau de ces financements exceptionnels entre 1984 et 1998. Nous entendons ici par financements exceptionnels la différence entre le service de la dette contractuellement échu et ce qui a été effectivement payé<sup>8</sup>. Il convient de souligner que ces chiffres ne sont que des estimations car il est difficile de calculer avec précision ce qui est dû. Il est clair que globalement les PMA sont devenus très tributaires de ces flux financiers « virtuels », qui résultent soit d'un allègement de la dette ou d'un rééchelonnement du service de la dette officiellement négociés, soit d'une accumulation d'arriérés. En leur absence, le solde net des transferts n'aurait atteint que 31% de son niveau effectif entre 1989 et 1993 et 25% entre 1994 et 1998.

L'accumulation d'arriérés a été particulièrement importante dans les pays qui sont en conflit ou qui ont été mis au ban de l'aide internationale, mais comme le montre le tableau 19, les financements exceptionnels ont été essentiels pour beaucoup d'autres pays. Sur la période 1989-1993, ils représentaient plus de 2% du PNB dans 25 des 38 pays pour lesquels on dispose de données et sur la période 1994-1998, ils dépassaient cette proportion dans plus de la moitié des

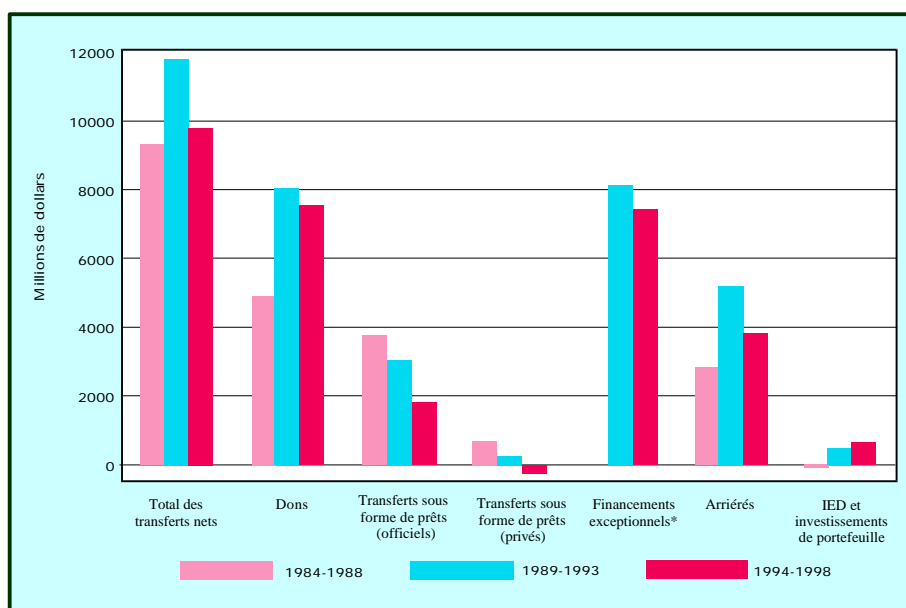
GRAPHIQUE 33 : TRANSFERTS OFFICIELS NETS SOUS FORME DE DETTE EN FAVEUR DES PMA, PAR CATEGORIE DE CREANCIERS, 1984-1998 (TRANSFERTS ANNUELS NETS MOYENS, EN MILLIONS DE DOLLARS)



Source : Voir tableau 12.

Note : Les transferts officiels nets correspondent à la différence entre les décaissements et les remboursements de principal et les paiements d'intérêts.

GRAPHIQUE 34 : MOYENNE ANNUELLE DES TRANSFERTS NETS ET DES FINANCEMENTS EXCEPTIONNELS EN FAVEUR DES PMA, 1984-1998 (MILLIONS DE DOLLARS)



Source : Voir tableau 12.

Note : Les transferts d'IED correspondent à la différence entre l'IED net et les bénéfices rapatriés.

\*On ne dispose pas de données sur les financements exceptionnels pour la période 1984-1988.

TABLEAU 19 : FINANCEMENTS EXCEPTIONNELS<sup>a</sup> EN POURCENTAGE DU PNB, 1989-1993 ET 1994-1998  
(moyennes annuelles)

	1989-1993	1994-1998		1989-1993	1994-1998
Angola	19,2	48,1	Mali	3,4	9,2
Bangladesh	0,2	0,0	Mauritanie	13,6	9,3
Bénin	5,6	1,8	Mozambique	16,8	16,4
Bhoutan	0,3	0,0	Myanmar	..	..
Burkina Faso	2,5	1,6	Népal	0,1	0,0
Burundi	2,5	1,5	Niger	5,5	5,4
Cambodge	..	5,3	Ouganda	3,0	2,4
Cap-Vert	1,3	0,5	Rép. centrafricaine	4,0	4,0
Comores	5,8	3,9	Rép. dém. du Congo	11,8	14,2
Djibouti	..	1,2	Rép. dém. pop. Lao	0,6	0,0
Erythrée	..	..	Rép.-Unie de Tanzanie	10,3	7,5
Ethiopie	9,6	12,7	Rwanda	0,8	1,5
Gambie	0,3	0,1	Samoa	0,1	0,0
Guinée	7,7	2,9	Sao Tomé-et-Principe	17,4	22,5
Guinée Équatoriale	14,4	7,3	Sierra Leone	13,4	10,4
Guinée-Bissau	24,7	26,9	Somalie	..	..
Haïti	2,0	1,5	Sudan	11,1	7,0
Iles Salomon	0,1	2,0	Tchad	2,1	1,8
Lesotho	0,4	0,1	Togo	7,2	7,8
Libéria	..	..	Vanuatu	0,6	0,0
Madagascar	13,6	10,1	Yémen	9,0	17,4
Malawi	1,0	0,6	Zambie	18,8	5,0
Maldives	0,0	0,0			

Source : Estimations du Secrétariat de la CNUCED, sur la base de Banque mondiale, *Global Development Finance 2000*.

<sup>a</sup> Pour la définition des financements exceptionnels, voir texte.

pays (23 sur 41). Pour bon nombre de PMA surendettés, les flux financiers « virtuels » sont devenus la principale source de financement extérieur après l'APD<sup>9</sup>.

*Pour bon nombre de PMA surendettés, les flux financiers « virtuels » sont devenus la principale source de financement extérieur après l'APD*

Comme nous le verrons plus loin, il n'est pas très utile de considérer les financements exceptionnels comme une contribution au financement du développement. Toutefois, dans la pratique c'est bien le rôle que joue l'allègement de la dette, et il est donc naturel de considérer cet allègement et l'APD comme des formes d'aide très similaires et interchangeables.

## G. Conclusions

Les données analysées dans le présent chapitre mettent en évidence sept caractéristiques importantes de l'évolution du volume et de la composition des financements extérieurs mis à la disposition des pays les moins avancés.

Premièrement, les flux de capitaux à long terme ont diminué d'environ 25% en termes nominaux durant les années 90 et, en termes réels et rapportés à la population, ils ont chuté d'environ 40%.

Deuxièmement, l'APD est la principale source de capitaux à long terme dans les PMA. Le poids des financements officiels, par opposition aux financements privés, est beaucoup plus grand dans les PMA que dans les autres pays en développement. L'écart était déjà apparent dans les années 70, mais il



s'est creusé à partir de 1982 et surtout de 1990. Les dons officiels sont particulièrement importants pour de nombreux PMA et surtout les PMA d'Afrique.

Troisièmement, la tendance à la baisse des flux nets de capitaux à long terme dans les PMA est due au fait que les flux d'APD diminuent et que la plupart des PMA n'ont pas réussi à attirer suffisamment de capitaux privés pour compenser ce déclin. Les autres pays en développement comptent de plus en plus sur les flux internationaux de capitaux privés pour financer leur stratégie de développement, mais seuls quelques PMA ont pu attirer un volume notable de capitaux privés.

Quatrièmement, la communauté internationale n'a pas respecté les engagements qu'elle avait pris à l'issue de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, tenue à Paris en 1990. Dans la Déclaration de Paris et le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour les années 90, la communauté internationale et en particulier les pays développés se sont engagés à accroître sensiblement le niveau global de l'aide extérieure aux PMA. Pour cela, les pays donateurs ont défini les objectifs chiffrés suivants :

- Les pays donateurs qui affectaient déjà plus de 0,20% de leur PNB à l'APD en faveur des PMA continueraient de le faire et intensifieraient leur effort ;
- Les autres pays donateurs qui atteignaient l'objectif de 0,15% (fixé par le nouveau programme d'action substantiel en faveur des pays les moins avancés pour les années 80) se sont engagés à atteindre le chiffre de 0,20% en 2000 ;
- Tous les autres pays donateurs qui s'étaient engagés sur l'objectif de 0,15% renouvelleraient leur engagement et s'efforceraient d'atteindre l'objectif dans un délai de cinq ans ou feraient de leur mieux pour s'en rapprocher ;
- Durant la période couverte par le programme d'action, les autres pays donateurs feraient tout leur possible pour accroître individuellement leur APD en faveur des PMA, de façon que le montant global de l'aide aux PMA augmente sensiblement.

En fait, la part de l'aide aux PMA dans le PNB des pays membres du CAD est tombée de 0,09% en 1990 à 0,05% en 1998 et seuls cinq de ces pays ont respecté les objectifs du programme d'action (Danemark, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège et Suède).

Cinquièmement, l'APD en faveur des PMA est de plus en plus affectée à la création d'infrastructures et de services sociaux, ainsi qu'à l'annulation des dettes et aux secours d'urgence.

Sixièmement, bon nombre de PMA, notamment en Afrique, ont un sérieux problème de surendettement. Des progrès ont été faits à cet égard au milieu des années 90, mais aujourd'hui leur endettement extérieur est plus important qu'en 1990. D'après les critères appliqués par la communauté internationale pour déterminer si l'endettement est supportable, critères que beaucoup d'observateurs considèrent comme très optimistes, deux tiers des PMA sont surendettés.

Septièmement, malgré l'augmentation de l'encours de la dette et des paiements d'intérêts, les transferts nets de ressources en faveur des PMA sont restés positifs. Durant les années 80 et jusqu'en 1992, cela a été dû à

---

*Les efforts des pays et de la communauté internationale visant à promouvoir la croissance, la réduction de la pauvreté et le développement durable des PMA doivent partir du constat que non seulement l'accumulation et les processus budgétaires des PMA sont déterminés plus par les ressources extérieures que par les ressources mobilisées sur le plan national, mais qu'en outre l'aide représente une part prépondérante des flux nets de capitaux à long terme.*

---

l'augmentation des ressources fournies à des conditions de faveur par les créanciers ou donateurs officiels. Toutefois, en particulier depuis 1988, les financements exceptionnels, c'est-à-dire les annulations et rééchelonnements de dette et l'accumulation d'arriérés, qui ont tous pour effet de réduire le niveau effectif du service de la dette par rapport à ce qui est contractuellement prévu, ont pris beaucoup d'importance. Ces flux financiers « virtuels » sont particulièrement vitaux pour les PMA surendettés.

En conséquence, les efforts des pays et de la communauté internationale visant à promouvoir la croissance, la réduction de la pauvreté et le développement durable des PMA doivent partir du constat que non seulement l'accumulation et les processus budgétaires des PMA sont déterminés plus par les ressources extérieures que par les ressources mobilisées sur le plan national, mais qu'en outre l'aide représente une part prépondérante des flux nets de capitaux à long terme. Dans le prochain chapitre, nous examinerons pourquoi la plupart des PMA n'ont pas réussi à attirer autant de capitaux privés que les autres pays en développement, et les possibilités de remédier à cette situation. Les trois derniers chapitres traitent des conditions qui régissent l'accès aux financements assortis de conditions de faveur et le désendettement, des mécanismes qui déterminent l'emploi de l'aide et des conséquences qu'a pour les PMA le fait que le processus d'accumulation et d'allocation des ressources est très influencé par une multiplicité de donateurs.

## Notes

1. On trouvera une autre analyse de l'évolution des flux de capitaux vers les pays pauvres et des questions de développement connexes dans Griffith-Jones et Ocampo (1999).
2. Il convient de noter que ces données sont des estimations, car l'objet des engagements d'APD n'est pas toujours indiqué.
3. Ces ratios sont parfois appelés ratios de dépendance, mais nous employons de préférence l'expression « ratios d'intensité de l'aide », proposée par O'Connell et Soludo (à paraître).
4. Bhinda et al. (1999 : chapitre 1) font valoir des arguments convaincants en ce sens.
5. Certains mouvements de capitaux d'investisseurs étrangers, les retours de capitaux qui avaient auparavant fui le pays et les dons privés en cas d'urgence humanitaire peuvent aussi être comptabilisés comme transferts courants privés. En outre, il y a des erreurs de comptabilisation. En Afrique de l'Est notamment, on pense que des flux de capitaux privés sont comptabilisés à tort comme transferts courants (voir Kasakende, Kitabire et Martin, 1999).
6. On considère qu'au-delà de ces seuils, la probabilité d'un rééchelonnement est de 60% (Cohen, 2000).
7. Pour une analyse des interactions entre endettement, croissance et investissement dans les pays d'Afrique ayant subi un conflit, voir Elbadawi et Ndung'u (2000).
8. L'expression « financement exceptionnel » est couramment employée dans le cadre de l'évaluation des programmes financés par la Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR) (du FMI), et désigne en général l'accumulation d'arriérés envers les créanciers étrangers, le rééchelonnement des paiements d'intérêts ou des remboursements de principal, l'annulation de dette et le soutien de la balance des paiements accordé par des organisations multilatérales. Dans la présente étude, nous l'employons pour désigner la différence entre les obligations échues au titre du service de la dette et les paiements effectifs. Pour la calculer, nous avons fait la somme du montant du principal et des intérêts rééchelonnés, du principal et des intérêts annulés et d'une estimation des arriérés accumulés durant l'année. Il faut souligner que ce dernier chiffre n'est qu'une estimation. Lorsque la variation du stock d'arriérés en fin d'année est positive, nous en avons tenu compte car il nous a paru raisonnable de supposer qu'elle était due au fait qu'une partie des montants échus n'ont pas été acquittés durant l'année. Toutefois, lorsqu'elle est négative, nous n'en avons pas tenu compte car il est impossible de savoir comment

les arriérés ont été apurés. Si la réduction est due à un rééchelonnement des arriérés, elle concerne des paiements échus durant les années antérieures. Si elle est due à un versement effectif, elle correspond donc à un paiement et, dans l'idéal, il faudrait le déduire du montant obtenu, puisqu'il ne concerne pas les montants venus à échéance dans l'année considérée. Il est probable que lorsqu'une telle situation se produit dans un PMA, c'est parce que les arriérés ont été rééchelonnés, et c'est pourquoi ce postulat nous paraît raisonnable.

9. Pour une estimation de l'importance du rééchelonnement et de l'annulation de dettes ainsi que de l'accumulation d'arriérés dans les pays appliquant un programme FASR, voir FMI (1997 : tableau 5).

## Bibliographie

- Banque mondiale (1999). *Global Development Finance: Analysis and Summary Tables*. Washington, DC.
- Bhinda, N. et al. (1999). *Private Capital Flows to Africa: Perception and Reality*. Forum on Debt and Development (FONDAD), La Haye.
- Brooks, R. et al. (1998). External debt histories of ten low-income developing countries: lessons from their experience, FMI, document de base, WP/98/72, Washington, DC.
- CNUCED (1992). Paris. Déclaration et Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés. UNCTAD/RDP/LDC/58, Nations Unies, New York.
- CNUCED (1999). *Rapport sur le commerce et le développement, 1999*, publication des Nations Unies, numéro de vente : F.99.II.D.1, Nations Unies, Genève.
- Cohen, D. (2000). The HIPC initiative: true and false promises, document présenté au séminaire CAD/Centre du développement, "Development Finance – The Way Forward", 29-30 mars, Paris.
- Daseking, C. et Powell, R. (1999). From Toronto terms to the HIPC initiative: a brief history of debt relief to low-income countries, FMI, document de base, WP/99/142, Washington, DC.
- Elbadawi, I. et Ndung'u, N. (2000). External indebtedness, growth and investment in conflict and post-conflict African countries, document présenté à la Conférence "The Economics of Political Violence", march 18-19, Princeton University, Princeton, New Jersey.
- Griffith-Jones, S. et Ocampo, J.A. (1999). *The Poorest Countries and the Emerging International Financial Architecture*, Expert Group on Development Issues 1999, Vol.4, Almqvist and Wicksell International, Stockholm.
- Kasakende, L., Kitabire, D. et Martin, M. (1999). Capital inflows and macroeconomic policy in sub-Saharan Africa. In: Helleiner, G. *Capital Account Regimes and the Developing World*, Macmillan Press, en collaboration avec la CNUCED, Londres.
- Krumm, K.L. (1985). The external debt of sub-Saharan Africa: origins, magnitude, and implications for action, Banque mondiale, Working Paper No. 741, Washington, DC.
- O'Connell, S.A. et Soludo, C.C. (à venir). Aid intensity in Africa. *World Development* (un projet de texte a été présenté à l'African Economic Research Consortium/Overseas Development Council (AERC/ODC), "Conference on Managing the Transition from Aid Dependency in Sub-Saharan Africa", Nairobi, 21-22 mai, 1998).
- OCDE (2000). *Development Cooperation 1999 Report*, OECD, Paris.